

Discours prononcé par Madame Salika Wenger, au nom des partis genevois de gauche, lors de la commémoration du massacre du 9 novembre 1932 à Genève.

« Nous savons tous ici que l'Histoire ne se répète jamais même s'il existe des éléments qui pourraient nous le laisser penser. Mais, il nous appartient de dire ce soir que les mouvements fascistes n'auraient pas pu croître sans l'aide de gens ordinaires et qu'ils n'auraient pas pu arriver au pouvoir sans l'aval, voire le soutien actif, des élites traditionnelles.

Pour que des individus tels que les dictateurs du XX^{ème} siècle - ou n'importe quel autre *Blocher* de la vie - puissent rencontrer un écho parmi la population, il faut plusieurs éléments :

Tout d'abord, il faut une forte crise socio-économique, une profonde crise du mode de production, et une importante crise des structures du pouvoir.

De plus, pour que de tels individus puissent être candidats immédiats au pouvoir - voire prendre le pouvoir - il faut d'abord qu'il y ait aussi une corrélation de forces sociales qui le permette.

Il faut en effet un affaiblissement du mouvement ouvrier et, dans une moindre mesure le même affaiblissement du libéralisme bourgeois traditionnel.

Ces deux derniers éléments devant se conjuguer avec le renforcement des couches les plus agressives des classes possédantes et le désespoir des classes moyennes.

Enfin, il faut surtout un accroissement considérable du nombre des « *déclassés* » et des « *laissés pour compte*. »

Comme on peut le constater aujourd'hui un certain nombre de ces éléments sont présents dans la société suisse. Mais, nous sommes loin des conditions qui ont permis l'émergence de l'extrême droite fasciste au début du XX^{ème} siècle en Europe.

Quand elles en ont la force, les élites traditionnelles, économiques, financières et politiques, se débarrassent de l'hypothèque sociale par leurs propres moyens et ce n'est que lorsque la partie devient difficile qu'elles passent des compromis avec l'extrême droite. Or, généralement cette dernière n'a ni programme économique sérieux ni base de classe. Mais elle possède l'art et les moyens financiers de mobiliser et de manipuler. Paradoxalement l'UDC a un programme clairement ultra libéral et une large base sociale qui va des travailleurs aux dirigeants. Avec un taux de chômage de moins de 4%, une classe moyenne parmi les plus privilégiées du monde et malgré un écart croissant entre les revenus du travail très préoccupant, la Suisse n'est pas ce que l'on peut appeler un pays en crise... Pas au sens capitaliste du terme en tout cas.

L'archétype du fascisme est avant tout une forme extrême de réaction idéologique et culturelle contre le matérialisme et le rationalisme, contre la liberté politique mais surtout contre une conception redistributrice de la société et de l'État. La nation occupe évidemment un rôle pivot dans cette réaction. La vision fasciste de cette nation est une nation organique, close sur elle-même, disposant de son génie propre et dont les membres sont unis par les liens du sang. Cette vision est portée par des figures intellectuelles et politiques de premier plan de notre pays ainsi que par les mass média helvétiques qui ont oublié leur devoir d'information.

Nous constatons en effet tous les jours les conséquences du discours de « moins d'Etat » prônée par la classe politique dans sa grande majorité. De plus, souvenons nous que la doctrine du racisme qui spécifie l'extrême droite trouve sa base matérielle dans des pratiques socio-économiques et politiques, qui traitent des groupes de population déterminés de manière tellement inhumaine que le besoin d'une justification idéologique, d'une « neutralisation » de la mauvaise conscience et du sentiment de culpabilité individuelle naît de manière presque impérative. Un exemple suisse : les étrangers délinquants...

Dans notre Suisse contemporaine comme dans tous les pays européens cette doctrine du racisme, anti-progressiste, anti-égalitaire, anti-émancipatrice, qui exalte ouvertement la violence la plus extrême et la plus systématique à l'égard d'importants groupes humains est l'une des conséquences de la globalisation capitaliste moderne soutenue par une concurrence exacerbée - devenue incontrôlable - et qui remet en cause tous les droits sociaux acquis.

S'il existe aujourd'hui des prémisses du fascisme dans tous les pays démocratiques, l'avancée vers le pouvoir de ce genre de mouvement dépend très largement des choix des dirigeants, en particulier de ceux qui détiennent le pouvoir en matière économique, sociale, et politique. Dans notre pays, ce pouvoir a choisi son camp et ce n'est pas celui que nous tentons de défendre.

Faisons donc un petit bilan de la Suisse de ce soir :

Une droite qui ne sait plus comment justifier les inégalités, des salariés désespérés ;

des médias qui chantent avec les loups ;

l'état fédéral préempté par un groupe d'extrémistes de droite ;

un racisme qui n'est même plus rampant ;

des élites intellectuelles muettes...

Le compte est bon et pourtant la gauche continue à se chercher...

Réveillons nous ! C'est maintenant le temps des définitions politiques claires et lisibles par celles et ceux qui se sont laissés bernés par les partis populistes d'extrême droite. Pour que ne se reproduise plus ce qui c'est passé un soir de novembre 1932, nous devons impérativement - et tous ensemble - faire barrage à la vague populiste sous peine d'être d'être submergés et, un jour, jugés comme nous avons nous même jugé la gauche du début du XXème siècle : impuissante au mieux et collabo au pire. »